

Le passe unique de transports, une mesure de justice et de progrès social pour les Franciliens

CLAUDE BARTOLONE (PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE) ET JEAN-PAUL HUCHON (PRÉSIDENT DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE) ET UNE TRENTAINE D'ÉLUS FRANCILIENS 25 NOVEMBRE 2014 À 14:38

TRIBUNE Une trentaine d'élus d'Ile-de-France signent une tribune adressée aux parlementaires en faveur du tarif unique du passe Navigo.

Vivre en Ile-de-France, c'est bouger. Souvent, un Francilien choisit son logement, et un patron installe son entreprise, en fonction de la ligne de transports qui passe à proximité. Parce que se déplacer est indispensable, parce que la mobilité est créatrice de richesses.

Mais pour tous ceux qui n'ont pas le choix de leur logement, pour tous les territoires éloignés des centres urbains ou qui sont mal reliés au réseau, elle produit aussi de l'exclusion. La mobilité est ce qui nous rassemble. Mais l'accès à la mobilité reste encore ce qui nous sépare. Réduire cette exclusion, faire progresser l'accès de tous à la mobilité tout en faisant progresser l'attractivité de nos territoires, c'est le combat politique que nous menons.

Cette exclusion, l'Etat l'a longtemps sous-estimée, préférant investir dans la grande vitesse plutôt que dans les trains de banlieue, longtemps considérés comme négligeables.

En 2007 encore, lorsque la majorité précédente a imaginé le Grand Paris, elle a choisi d'investir exclusivement des milliards dans des liaisons rapides entre des pôles d'excellence plutôt que dans les lignes fréquentées tous les jours par les Franciliens.

Il a fallu que la gauche mène le combat pour que le Grand Paris soit bien dédié aux transports du quotidien et que les efforts nécessaires soient engagés sur l'un des réseaux les plus sollicités au monde.

Aujourd'hui, avec l'appui du gouvernement, le cadre est posé : à terme, les chantiers que nous avons lancés permettront à 90% des Franciliens d'être à moins de 2 km d'une gare. Leur financement est sécurisé : les ressources supplémentaires, nécessaires à la modernisation des transports, sont désormais attribuées. De nouvelles ressources n'offrent pas encore de résultats ; mais elles offrent au moins la certitude que tous les moyens sont sur la table. Pour tous ceux qui empruntent chaque matin les RER ou les tramways, les bus ou les métros en Ile-de-France, il était plus que temps.

L'amélioration de l'offre et de la qualité de service, le développement des transports de banlieue à banlieue restent bien évidemment notre première priorité. Mais si nous voulons faire progresser l'égalité dans la mobilité, la tarification unique dans les transports doit être la seconde. Nous sommes désormais prêts à nous consacrer pleinement à cette perspective, après les pas déjà réalisés dans cette direction : suppression des zones 8, 7, 6, et dézonage sur près de la moitié de l'année.

Offrir à chacun l'accès à la totalité du réseau pour 70 euros par mois, c'est la révolution du passe unique que nous voulons mettre en œuvre.

Oui, le passe unique est une mesure de justice et de progrès social. Dans la période que nous traversons, qui peut prétendre qu'il est inutile de redonner du pouvoir d'achat chaque année à ceux qui payent le plus cher leur trajet quotidien ? Puisque les transports du quotidien sont un bien de première nécessité, les emprunter doit être à la portée de tous.

Oui, le passe unique est une mesure d'unité. Le gage donné à tous les Franciliens qu'ils font bien partie d'une même région, qu'ils soient en métropole ou en grande couronne, quel que soit leur département. A l'heure où se manifeste un sentiment de relégation, dans les quartiers populaires comme dans les territoires périurbains, qui peut prétendre qu'il est inutile d'offrir à tous un élément d'identité partagée et un service commun ?

Oui, le passe unique est un accélérateur vers la transition écologique. Alors que nous vivons déjà dans une Région de plus en plus dense et de plus en plus mobile, qui peut prétendre qu'il n'est pas de notre responsabilité d'aider chacun à opter pour les transports en commun plutôt que pour la voiture individuelle ?

Le passe unique est un choix politique ambitieux. Mais c'est une mesure d'égalité qui changera radicalement la vie de nos concitoyens : qui d'autre que la gauche pour porter le passe unique ?

Liste des signataires

Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France

Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale

Bruno Leroux, député de Seine-Saint-Denis, président du groupe PS à l'Assemblée nationale

Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, premier secrétaire du PS

Anne Hidalgo, maire de Paris

Christian Favier, président du conseil général du Val-de-Marne

Jérôme Guedj, président du conseil général de l'Essonne

Vincent Eble, président du conseil général de Seine-et-Marne

Stéphane Troussel, président du conseil général de Seine-Saint-Denis

Olivier Faure, député de Seine-et-Marne

Michel Billout, sénateur de Seine-et-Marne

Pascal Cherki, député de Paris

Cécile Duflot, députée de Paris

Sandrine Mazetier, député de Paris

Seybah Dagoma, députée de Paris

Fanélie Carrey-Conte, députée de Paris

Denis Baupin, député de Paris

Benoît Hamon, député des Yvelines

Françoise Descamps-Crosnier, députée des Yvelines

Carlos Da Silva, député de l'Essonne

Romain Colas, député de l'Essonne

Maud Olivier, députée de l'Essonne

Jean-Vincent Placé, sénateur de l'Essonne

Eva Sas, députée de l'Essonne

Michel Berson, sénateur de l'Essonne

Jean-Jacques Bridey, député-maire de Fresnes, Val-de-Marne

Luc Carvounas, sénateur du Val-de-Marne

Laurence Abeille, députée du Val-de-Marne

Laurence Cohen, sénatrice du Val-de-Marne

Alexis Bachelay, député des Hauts-de-Seine

Razzi Hammadi, député de Seine-Saint-Denis

Daniel Goldberg, député de Seine-Saint-Denis

Philippe Doucet, député du Val-d'Oise

Dominique Lefebvre, député du Val-d'Oise

Cécile Duflot, députée de Paris

Laurence Cohen sénatrice du Val de Marne